

En Allemagne, des responsables du parti d'extrême droite AfD envisagent l'expulsion en masse d'Allemands d'origine étrangère

Thomas Wieder

Le site d'investigation « Correctiv » a révélé que des cadres d'Alternative pour l'Allemagne se sont réunis avec des représentants de la mouvance néonazie pour envisager des « lois sur mesure » poussant les « citoyens allemands non assimilés » à partir vers l'Afrique du Nord.

Depuis sa création en 2013, le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) n'a cessé d'affirmer des positions de plus en plus radicales, alors qu'il n'a jamais atteint de tels niveaux dans les intentions de vote : 21 %-23 % à l'échelle nationale, autour de 30 % dans les six Länder d'ex-Allemagne de l'Est, et même 35 % dans deux d'entre eux, la Saxe et la Thuringe, où auront lieu des élections régionales le 1er septembre.

Mais que ferait l'AfD en cas d'arrivée au pouvoir ? Selon une enquête publiée mercredi 10 janvier par le site d'investigation allemand Correctiv, plusieurs de ses responsables se sont retrouvés, en présence de donateurs du parti et de membres de la mouvance néonazie, dans un hôtel de Potsdam, le 25 novembre 2023, pour discuter d'un projet d'expulsion à grande échelle visant des Allemands d'origine étrangère.

Présenté par Martin Sellner, fondateur du Mouvement des identitaires d'Autriche et figure influente des droites radicales germanophones, ce plan de « remigration » nécessiterait des « lois sur mesure » afin de « mettre sous forte pression » les « citoyens allemands non assimilés ». Pour être mis en œuvre, ce plan aurait besoin d'un « Etat modèle » en Afrique du Nord, où pourraient être « déplacées » jusqu'à deux millions de personnes, parmi lesquelles « des individus qui aident les réfugiés en Allemagne ».

« Remigration »

Selon Correctiv, les responsables de l'AfD qui ont assisté à cette rencontre tenue secrète et pour laquelle une contribution de 5 000 euros était exigée à chaque participant – une trentaine au total – n'ont pas exprimé la moindre réserve à l'égard de ce projet. Parmi eux figuraient notamment Roland Hartwig, ancien député au Bundestag et proche conseiller d'Alice Weidel, la présidente du parti d'extrême droite ; Ulrich Siegmund, chef de file des députés AfD au Parlement de Saxe-Anhalt, un Land de l'est du pays, où les services de renseignement ont récemment publié un rapport alarmiste sur la menace que constitue le parti pour « l'ordre démocratique et constitutionnel » ; ou encore la députée fédérale Gerrit Huy, qui s'est vantée, lors de la réunion, d'avoir déjà « mis sur la table le concept de remigration au moment de [son] entrée à l'AfD il y a sept ans ».

Officiellement, l'AfD ne défend pas dans son programme l'idée de « remigration », une notion chère à la droite identitaire. Sur son site, le parti assure qu'il défend « l'Etat de droit », considère « le peuple allemand comme la somme de toutes les personnes ayant la nationalité

allemande, et s'inscrit en faux contre l'idée qu'il y aurait "des citoyens de première et de deuxième classe" ».

Il n'empêche. Lors de son dernier congrès, qui s'est tenu à Magdebourg (Saxe-Anhalt) en juillet 2023, le mot a été prononcé à la tribune par Irmhild Bossdorf, qui figure en neuvième place sur la liste de l'AfD aux élections européennes du 9 juin. Lors de son intervention, cette dernière a notamment réclamé une « remigration se chiffrant en millions [de personnes] », estimant que les Allemands devraient se préoccuper du « changement démographique » (Bevölkerungswandel) plutôt que du « changement climatique » (Klimawandel).

Au lendemain de ce congrès, Thomas Haldenwang, président de l'Office fédéral de protection de la Constitution (BfV), le service chargé du renseignement intérieur en Allemagne, était sorti de sa réserve pour s'inquiéter des « théories conspirationnistes d'extrême droite » entendues à Magdebourg. « Il est clair que des personnes qui se sont fait remarquer dans le passé par des positions incompatibles avec notre ordre fondamental libéral et démocratique feront partie de la délégation de l'AfD au prochain Parlement européen », avait-il déclaré à l'agence de presse allemande DPA.

« Interdire un parti est très compliqué »

« Nous voyons combien il est nécessaire que le BfV observe très attentivement les contacts qui se nouent à l'extrême droite, comment les ennemis de la Constitution tissent des liens avec les représentants de l'AfD et quelles idées abjectes sont propagées », a déclaré au magazine Stern la ministre social-démocrate de l'intérieur, Nancy Faeser (SPD), en réaction à l'article de Correctiv.

En Autriche, le parti d'extrême droite FPÖ, en tête des intentions de vote autour de 30 % à l'échelle nationale et qui a des liens étroits avec le mouvement identitaire de Martin Sellner, s'est étonné de l'indignation suscitée par les révélations du site d'investigation allemand. « Que des responsables politiques patriotes tentent de réparer les dégâts causés pendant des décennies par la gauche en matière migratoire n'est pas un secret, c'est au contraire un devoir dans l'intérêt de notre propre population », a réagi le secrétaire général du FPÖ, Christian Hafenecker, rappelant que pour son parti, « la remigration est le mot d'ordre du moment ».

Les révélations de Correctiv pourraient donner des arguments à ceux qui estiment que l'AfD devrait être interdit. C'est notamment le cas du député chrétien-démocrate Marco Wanderwitz (CDU), élu de Saxe et ancien délégué du gouvernement fédéral pour les Länder d'ex-Allemagne de l'Est (2020-2021). « L'AfD est en train de devenir ce qu'était le [parti néonazi] NPD. On ne peut pas faire plus radicalement d'extrême droite », a-t-il déclaré, dimanche, à la DPA.

Si une pétition, lancée en août 2023 par des personnalités du monde de la culture et des médias pour réclamer une interdiction de l'AfD, a déjà recueilli plus 400 000 signatures, l'idée – à laquelle l'hebdomadaire Der Spiegel a récemment consacré sa « une » – est très loin de faire l'unanimité parmi les responsables politiques des grands partis de gouvernement.

Membre du Parti social-démocrate (SPD) du chancelier Olaf Scholz, l'actuel délégué du gouvernement fédéral pour les Länder de l'Est, Carsten Schneider, est ainsi sur une ligne résolument opposée à celle de son prédécesseur, pour des raisons à la fois juridiques et politiques. « Interdire un parti est très compliqué. Sur le plan du droit, je pense que les

chances d'y parvenir sont minces, a-t-il affirmé au quotidien Süddeutsche Zeitung, le 3 janvier. Vouloir interdire un parti qui ne nous convient pas, mais est durablement installé à un niveau élevé dans les sondages, ne peut que créer un réflexe de solidarité à son égard, et ce, même de personnes qui ne sont ni des électeurs ni des sympathisants de l'AfD. A ce titre, les dommages collatéraux pourraient être considérables. »